

# DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE

GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES

---

**Conseil Régional**  
**Réunion du 16 et 17 décembre 2010**

## **Intervention liminaire d'Eric Berroche**

Monsieur le Président,  
Mes cher(e)s collègues,

Vous avez largement évoqué, Monsieur le Président, l'étude de l'INSEE sur les évaluations démographiques attendues d'ici 2040.

Sur une chaîne nationale de télévision, un commentaire présentait comme une étonnante surprise l'attractivité de la Bretagne et son dynamisme démographique.

Si leur perceptible incompréhension renvoie à des critères primaires associant l'attractivité d'un territoire à sa météo, alors la célèbre formule d'Olivier de Kersauson peut utilement les éclairer.

Plus sérieusement, les constats énoncés renvoient d'abord à un sentiment de fierté, celui de vivre dans une région accueillante, ouverte aux autres, sachant combattre les difficultés pour aller de l'avant.

... une région attachée à ce qui constitue toujours le socle du développement et du dynamisme : la solidarité régionale, les principes d'égalité entre les territoires et les hommes, une culture ouverte au monde, des Bretonnes et des Bretons curieux et attentifs aux autres.

Dans une période qui succède à un débat nauséabond sur l'identité, qui précède sans doute un moment de stigmatisation de ceux qui viennent d'ailleurs, la perspective d'accueillir 20 000 Bretons de plus par an dont un grand nombre viendra d'ailleurs. Elle constitue une chance.

Et par parenthèse, nombreux sont les Bretonnes et les Bretons qui sont terriblement heurtés par la situation indigne et inhumaine vécue par des hommes, des femmes, des enfants venus parfois de très loin pour fuir la misère, le sous-développement ou la guerre.

La stigmatisation des étrangers, l'obsession du nombre d'arrestations, le mépris de leurs droits fondamentaux nous font honte.

...et au-delà de cette dénonciation que partagent bien des familles de pensée, ces orientations contredisent toutes les expériences et toutes les études qui associent toujours le dynamisme d'un territoire à sa démographie et sa capacité à générer des flux migratoires.

La Bretagne, nous le savons, a d'incontestables atouts.

La Région Bretagne, nous le savons, a d'ardentes obligations, une responsabilité immense à l'égard des Bretons d'aujourd'hui et des Bretons qu'elle veut accueillir demain.

Ces exigences éclairent la cohérence et les ambitions que nous nous fixons.

Elles éteignent aussi, ou au moins elles les éclairent d'un jour nouveau, les polémiques et les obstacles qui visaient à contrarier ou empêcher quelques uns de nos projets.

Ainsi, la nécessité de construire des logements tout en préservant le maximum d'espaces fonciers renvoie à notre décision de créer l'Etablissement Public Foncier.

Ainsi, le vieillissement de la population renvoie à la responsabilité de maintenir, de développer et d'imaginer des évolutions du service public pour nos concitoyens.

Ainsi, le constat de la diminution du nombre de jeunes en pourcentage n'infirme pas notre ambition de leur permettre de construire un parcours, un projet, une ambition.

Ainsi, l'accroissement de la population éclaire l'ambition de liaisons ferroviaires rapides, confortables et accessibles financièrement. Cela confirme la nécessité que les régions, que notre région, disposent des moyens pour être à la hauteur de cet enjeu autant social qu'économique et environnemental.

Nos récentes décisions sur l'énergie, nos ambitions pour le développement du très haut débit, etc, confortent notre politique et nous confortent dans les critiques que nous formulons à l'égard de la réforme de la fiscalité et des collectivités.

Le Gouvernement fait tout à l'envers. Outre l'injustice de ses orientations, on constate que tout ceci n'est pas à la hauteur des enjeux, de l'enjeu démographique en l'occurrence.

Par ailleurs, et ceci n'est pas sans rapport avec le propos précédent, nous voulons renouveler notre vive préoccupation quant aux mesures régressives qui frappent l'Education Nationale.

Une étude récente de l'OCDE, dont les méthodes et les conclusions sont évidemment discutables, montrent cependant des faiblesses dans l'acquisition des savoirs fondamentaux et révèle un fort accroissement des inégalités et d'un plus grand nombre d'élèves en difficultés.

Pour le Gouvernement : « le sujet n'est pas le problème des moyens... » et celui-ci persiste dans la mise en œuvre du plus important plan de suppressions d'emplois, celui qui vise les personnels de l'Education Nationale.

Si personne ne prétend que l'augmentation des moyens est la clé de la réussite éducative, il est évident que sa réduction ne peut conduire qu'à une dégradation dangereuse pour l'avenir.

Un de nos collègues, Sénateur, n'a visiblement pas la hauteur de vue nécessaire. Il approuve les mesures qui visent l'ensemble des jeunes de notre pays et, par amendement, il a obtenu que l'enseignement public soit dessaisi de 4 millions d'euros supplémentaires.

Or, nous savons que l'éducation, de la maternelle à l'université, est une des clés du développement, une des conditions qui fondent la qualité de la vie.

L'étude dont il était question au début de mon propos et d'autres encore établissent d'ailleurs une correspondance évidente entre l'intérêt des gens pour un territoire et sa mobilisation autour de l'éducation et de la culture.

Fort de ces constats, notre implication sur les éléments contenus dans notre programme, notre attachement à des valeurs en sont confortés.